

a fait l'objet d'une étude de la part de commissions indépendantes dont les décisions ne peuvent être attribuées au présent gouvernement.

Ce parti-ci, auquel je suis très fier d'appartenir, se préoccupe beaucoup de ce qui se passe dans les régions rurales du Canada et, de plus, contrairement à certains gouvernements antérieurs, il a résolu de veiller sérieusement à cette question. Le bill dont nous sommes saisis ce soir, de même que l'attitude du ministre de l'Agriculture (M. Greene) témoignent, je pense, de l'intérêt du gouvernement actuel.

M. Winkler: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il une question? A-t-il écouté ce que j'ai dit durant le débat sur le remaniement de la carte électorale? J'avais alors expliqué parfaitement la situation et proposé des remèdes. S'il m'a écouté, la déclaration qu'il a faite n'a pas de poids.

M. Faulkner: Monsieur l'Orateur, mes propos se rapportaient à ce que le député a dit ce soir, et c'est tout ce qui m'intéresse en ce moment. On ne saurait toujours tenir compte de ce qu'il a dit lors des débats précédents.

L'autre point que j'aimerais soulever se rapporte à ce que le député de Kent, Ont. (M. Danforth) a dit durant ce débat. Il a parlé de l'appréhension qui régnerait dans les régions rurales du fait qu'une partie de ce programme viserait à déménager les gens des fermes et que le remède à la pauvreté rurale serait la migration massive. C'est une crainte bien compréhensible, mais le ministre n'a jamais prévu sans doute, dans le cadre de cette mesure, un tel exode.

M. Danforth: Monsieur l'Orateur, le député me permettrait-il de lui poser une autre question? Je ne veux sûrement pas faire entrer des considérations d'ordre politique dans ce débat, mais si l'honorable représentant est au courant des promesses faites par son parti durant la dernière campagne électorale quant au règlement des problèmes agricoles, il devrait savoir qu'elle est la cause de l'appréhension qui règne dans les milieux agricoles à l'heure actuelle.

M. Faulkner: J'ai tout lieu de croire que les candidats qui ont promis durant leurs campagnes un exode en bloc des régions rurales n'ont pas été élus aux dernières élections. Très peu parmi ceux qui sont ici ce soir avaient promis pareilles choses dans leurs discours électoraux.

M. Winkler: Walter Gordon est encore parmi nous.

M. Faulkner: L'autre solution, naturellement, c'est la meilleure utilisation des terres.

[M. Faulkner.]

Le député de Kent, dans l'Ont., a énoncé certaines solutions de rechange, surtout lorsqu'il a parlé du tourisme. Je me préoccupe beaucoup de cette solution dans ma circonscription.

Le député de Grey-Bruce a parlé de la nécessité de la mise en valeur de petites industries dans les régions rurales. Les députés, de quelque parti qu'ils soient, ont le devoir de faire bien comprendre à leurs auditoires ruraux, pour qui la solution envisagée dans cette mesure serait un exode rural, que tel n'est pas l'objectif du programme.

J'aimerais soulever un ou deux autres points. Je reconnais, comme tous les députés, que le problème de la pauvreté exige une priorité pour les régions où les revenus sont bas. Je me préoccupe des conséquences de cette mesure sur les régions de l'Ontario où la situation est meilleure, mais qui ne sont pas prospères pour autant. Bien que la circonscription de Peterborough ne soit pas aux prises avec des problèmes aussi graves que ceux d'autres régions, le problème y est néanmoins sérieux. Il importe que l'on se préoccupe, dans le cadre de cette mesure, de ces régions qui ne souffrent pas d'une façon permanente de bas revenus mais ont néanmoins de graves problèmes. J'espère que le ministre tiendra compte de cette situation.

L'autre point que je veux signaler et qui, à mon avis, est extrêmement important, a trait à la disposition du bill visant la participation des résidents de ces régions. Je me suis rendu compte dernièrement, dans ma circonscription, de ce qui se passe au niveau provincial en Ontario, et il est juste, je pense, de dire qu'il y a un profond malaise dans les régions rurales, si j'en juge par ma propre région, concernant les intrusions du gouvernement dans les droits fondamentaux des citoyens. Ceux-ci ne veulent pas du paternalisme des gouvernements. Ils veulent simplement plus que tout au monde l'occasion d'exercer leur propre initiative, et il est important d'insister là-dessus.

Il ne s'agit pas d'un problème qu'on peut régler à Ottawa ou à Toronto. Il ne peut être résolu que par la participation active des résidents des régions désignées, qui établiront eux-mêmes leurs programmes de réaménagement. Cela a été prouvé hors de tout doute par les résultats obtenus dans des pays comme l'Inde.

Il faut s'efforcer davantage de renseigner les habitants des régions rurales sur les possibilités que leur offre le programme d'aménagement rural, sur l'objet du bill et la manière dont ils peuvent participer à sa mise en œuvre. Je sais que ces renseignements ne leur sont pas encore accessibles.